



## « C'est un mille-feuille supplémentaire » : un énième plan pour les collèges en grande difficulté scolaire loin de faire l'unanimité

Alors que la carte de l'éducation prioritaire n'a pas été révisée depuis plus de dix ans, le ministre propose un nouveau dispositif pour accompagner les 800 collèges qui concentrent le plus de difficultés.

Par Emma Ferrand

Publié le 13 janvier 2026 à 09h38, mis à jour le 13 janvier 2026 à 09h38

éducation | Collège | Édouard Geffray

Édouard Geffray veut relever le niveau des collégiens. À partir de septembre prochain, les 800 collèges qui concentrent le plus de difficultés scolaires recevront un accompagnement « *sur-mesure* ». Ces établissements, parmi les 6 950 collèges de France, n'ont pas été choisis au hasard. Ils correspondent aux 15 % des collèges où plus de 40 % des élèves ont moins de 8 sur 20 en français et en mathématiques au brevet. « *Cela veut dire que ce sont des collèges qui concentrent une très grande difficulté scolaire* », a déclaré le ministre de l'Éducation nationale le 18 décembre dernier sur France 2.

Selon le bulletin officiel qui a été publié le même jour, plusieurs axes seront exploités pour accompagner les élèves, tels que des séances « *autour d'une compétence ciblée avec un nombre restreint d'élèves* » ou des cours avec deux enseignants « *de manière ponctuelle ou durable* ». Durant le premier trimestre 2026, un diagnostic et une formation des équipes seront effectués dans chaque établissement. Deux journées pourront être banalisées pour permettre ce travail collectif avec toute la communauté éducative et les familles. Le deuxième trimestre sera consacré à la définition des premières actions et ces dernières seront mises en place à la rentrée de septembre. Le ministère indique par ailleurs que le recteur devra constituer une « *équipe ressource académique* », composée d'experts complémentaires, tels que des personnels de direction, des conseillers principaux d'éducation, des psychologues de l'Éducation nationale ou encore des infirmiers. « *Cette équipe ressource académique accompagne les chefs d'établissement et leurs équipes tant dans l'analyse des besoins que dans la formalisation et le suivi des feuilles de route. Une présence régulière de tout ou partie de l'équipe, ou de l'un de ses représentants, pourra permettre d'assurer le suivi des actions définies collectivement* », précise le ministère.

Concurrence avec le réseau d'éducation prioritaire

Parmi ces 800 collèges ciblés, seuls 37 % ne font pas partie du réseau d'éducation prioritaire (REP/REP+). Ce qui fait dire à Sophie Vénéritay, secrétaire générale du syndicat d'enseignants Snes-FSU, que ce nouveau plan « *entre en concurrence avec la carte du réseau d'éducation prioritaire* ». « *C'est un mille-feuille supplémentaire parmi les dispositifs déjà existants* », estime-t-elle. Selon la représentante syndicale, certains enseignants pourraient d'ailleurs se lasser de cet énième dispositif. « *Édouard Geffray demande que des bilans soient réalisés pour évaluer les problèmes rencontrés mais, dans de nombreux établissements, ceux-ci ont déjà été faits et refaits. On perd du temps* », souffle-t-elle. Un avis partagé par Jean-Rémi Girard, président du Syndicat national des lycées et collèges (Snalc) : « *On va encore en demander beaucoup aux collègues sur le terrain, ce qui risque d'être très mal accueilli. En développant une équipe ressource académique, certains enseignants vont avoir l'impression que l'on remet en cause leur travail. Le climat pourrait être encore plus tendu qu'il ne l'est déjà* », explique-t-il. Pourquoi alors ne pas redessiner la carte scolaire, et y inscrire ces établissements ? D'autant que la révision de cette carte est attendue par la communauté éducative. « *Cela fait dix ans qu'elle n'a pas été mise à jour. Jean-Michel Blanquer avait lui aussi mis en place d'autres dispositifs pour ne pas s'occuper de la carte, tels que les cités éducatives ou les contrats locaux d'accompagnement en 2019* ». Le 9 décembre dernier, Édouard Geffray a balayé d'un revers de main cette éventualité, devant l'Assemblée nationale, estimant ne « *pas avoir*





*l'espace-temps politique suffisant* » pour réformer le dispositif avant la fin du mandat d'Emmanuel Macron, en 2027. Dans un entretien à *Ouest-France*, le ministre de l'Éducation nationale a par ailleurs souligné que son plan pour les 800 collèges et la révision de la carte « *sont deux choses indépendantes* ». « *L'éducation prioritaire répond à la question de la concentration de la grande difficulté sociale, je n'y toucherai pas* », a-t-il indiqué.

» **LIRE AUSSI** - De l'école au lycée, ces quartiers à choisir pour une scolarité réussie

Précarité scolaire

Pourtant, Édouard Geffray ne souhaite pas se concentrer uniquement sur le niveau scolaire des élèves avec ce nouveau plan. En effet, en visite au collège Rosa-Parks d'Amiens, où il a dévoilé son plan plus en détail ce vendredi 9 janvier, le ministre a indiqué se pencher sur la question d'élèves en grande précarité qui « *ne peuvent pas manger à la cantine le midi* » et qui arrivent à l'école « *le ventre vide* », ce qui rend leur apprentissage en classe plus difficile. Il a ainsi annoncé que des fonds sociaux « *qui ne sont pas utilisés en France* » (25 millions d'euros) seront dédiés à ce problème pour les 800 collèges.

Selon le ministre, parmi les établissements concernés, « *il n'y a pas une géographie ou une sociologie* » particulière constatée. « *Il y en a sur tout le territoire* », a-t-il précisé vendredi dernier. Et de compléter : « *Vous pouvez ne pas avoir de problèmes sociaux mais avoir des problèmes de climat scolaire. Ce qui a un impact sur les résultats* ». Aussi, pourquoi ne pas étendre ce plan dédié à la réussite des élèves à davantage d'établissements, si ce n'est à la totalité ? « *On a beaucoup de collèges et lycées qui rencontrent des difficultés variées pour faire réussir nos élèves. Mais cela demande encore des moyens supplémentaires, ce qui se heurte au budget. Et parfois au manque de volonté politique. L'urgence, c'est le réseau d'éducation prioritaire, c'est tout* », insiste Sophie Vénéitay.

